



Les services marchands échappent au ralentissement de l'activité en 2018

En 2018, la valeur ajoutée des services marchands non financiers augmente quasiment au même rythme qu'en 2017 (+ 3,4 % après + 3,3 %). La production des services accélère (+ 4,0 % après + 3,4 %), tirée par les activités scientifiques et techniques et les activités immobilières.

La demande en services marchands non financiers reste très allante en 2018, en dépit du ralentissement de l'économie. Les consommations intermédiaires en services sont dynamiques (+ 3,9 % après + 3,7 %) et les dépenses de consommation des ménages demeurent bien orientées (+ 2,3 % après + 2,2 %). Les exportations de services repartent à la hausse et le solde des échanges extérieurs augmente nettement. Seul l'investissement marque le pas, après avoir bondi en 2017.

Virginie Andrieux, Bruno Hadot, Sylvain Heck, Aline Nay, Eric Rakedjian et Philippe Varrambier (division Services, Insee)

L'économie française freine en 2018 : le **produit intérieur brut (PIB)** augmente de 1,7 % en volume, après + 2,3 % en 2017. Cet essoufflement s'explique principalement par l'infléchissement de la consommation et de l'investissement des ménages, dans un contexte de léger ralentissement du pouvoir d'achat. L'investissement des entreprises est également moins tonique qu'en 2017. Seule la contribution des échanges extérieurs à la croissance progresse en 2018.

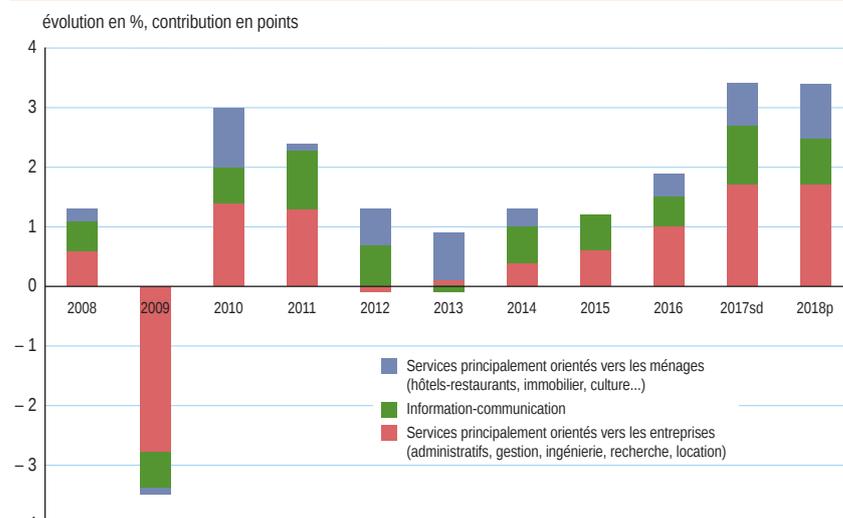
Les **services marchands non financiers** ne baissent pas de régime, à la différence de la plupart des autres activités. Leur poids atteint 35,6 % de la **valeur ajoutée** de l'ensemble des branches, marchandes ou non marchandes. Il se renforce en 2018 (+ 0,7 point) au détriment des transports, du commerce et des activités financières (- 0,4 point), de l'industrie et la construction (- 0,2 point) et des services non marchands (- 0,1 point). Depuis 2015, la part des services marchands dans l'économie a fortement augmenté, gagnant 1,9 point en trois ans, alors qu'elle est restée quasiment stable les cinq années précédentes.

La valeur ajoutée des services marchands continue en effet de progresser vivement

en volume (+ 3,4 %), après une hausse de 3,3 % en 2017, inédite depuis plus de dix ans (*figure 1*). Les services aux entreprises sont le principal moteur de la croissance. La vitalité des activités spécialisées scientifiques et techniques s'accroît : leur valeur ajoutée progresse de

5,2 %, après + 4,5 % en 2017 (*figure 2*). Dans les services principalement orientés vers les ménages, la valeur ajoutée des activités immobilières se redresse nettement, tirée par la location. *A contrario*, la valeur ajoutée des activités d'information-communication ralentit

1 Valeur ajoutée des services marchands - évolution et contributions



sd : semi-définitif ; p : provisoire.

Lecture : en 2018, la valeur ajoutée des services marchands s'accroît de 3,4 % en volume ; les services principalement orientés vers les entreprises contribuent pour 1,7 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

(+ 5,2 % après + 6,5 %), mais reste vigoureuse. Il en va de même pour les activités administratives et de soutien et l'hébergement-restauration, activités dont la valeur ajoutée s'était particulièrement accrue en 2017.

La production de services accélère à nouveau

En 2018, la **production** de services marchands continue d'accélérer (+ 4,0 %, après + 3,4 % en 2017 et + 2,3 % en 2016 ; *figure 3*). La croissance des activités spécialisées, scientifiques et techniques s'accroît particulièrement dans le conseil, la recherche marchande, l'ingénierie et les activités juridiques et comptables.

La production ralentit légèrement, tout en restant soutenue, dans l'information-communication (+ 5,1 % après + 5,5 %), les activités administratives et de soutien (+ 4,2 % après + 4,4 %) et l'hébergement-restauration (+ 4,2 % après + 4,6 %).

Les consommations intermédiaires des activités de services sont très dynamiques. Elles progressent de 4,6 %, soit un rythme supérieur à celui de la production, ce qui limite la progression de la valeur ajoutée des **branches** de services. C'est particulièrement le cas pour les marchands de biens et les activités immobilières pour compte de tiers et les activités juridiques et comptables, dont les dépenses en conseil et services de soutien augmentent nettement. À l'inverse, la faible croissance des services financiers à la charge des bailleurs immobiliers favorise la progression de la valeur ajoutée dans les activités de location.

La demande intérieure en services reste soutenue

En 2018, la demande intérieure en services marchands progresse de 3,4 % en volume, après + 3,6 % en 2017 et + 2,1 % en 2016 (*figure 3*).

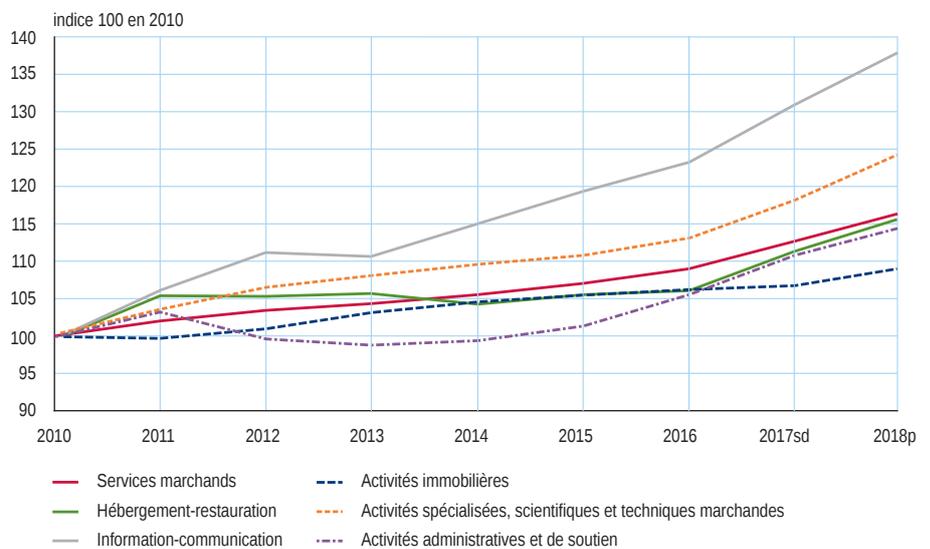
Les achats intermédiaires des entreprises et des administrations constituent le principal débouché des activités de services ; ils absorbent la moitié des ressources produites ou importées. Ils accélèrent légèrement en 2018 (+ 3,9 %, après + 3,7 % en volume). Cette expansion est notamment imputable à la forte croissance des activités scientifiques et techniques (*figure 4*). Les activités comptables sont particulièrement florissantes. L'ingénierie reste également bien orientée. La vigueur de la demande en travaux publics, liée notamment aux grands projets (Grand Paris, rénovation du réseau ferré, France très haut débit, etc.), compense le ralentissement de la construction, premier client des activités d'ingénierie et d'architecture. La demande en services de support

(activités administratives, affacturage, sécurité, etc.) et en location de matériel demeure également vigoureuse.

En 2018, l'investissement en services s'élève à 171,7 milliards d'euros et pèse

pour 43 % dans l'investissement total des entreprises et des administrations. Il ne représente que 13 % de la demande intérieure en services, mais contribue à hauteur de 21 % à sa croissance (+ 5,3 % en volume

2 Valeur ajoutée en volume par activité



sd : semi-définitif ; p : provisoire.

Lecture : en 2018, la valeur ajoutée dans les services marchands s'accroît de 3,4 % en volume ; celle des services d'information-communication s'accroît de 5,2 %.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

3 Offre et demande de services marchands

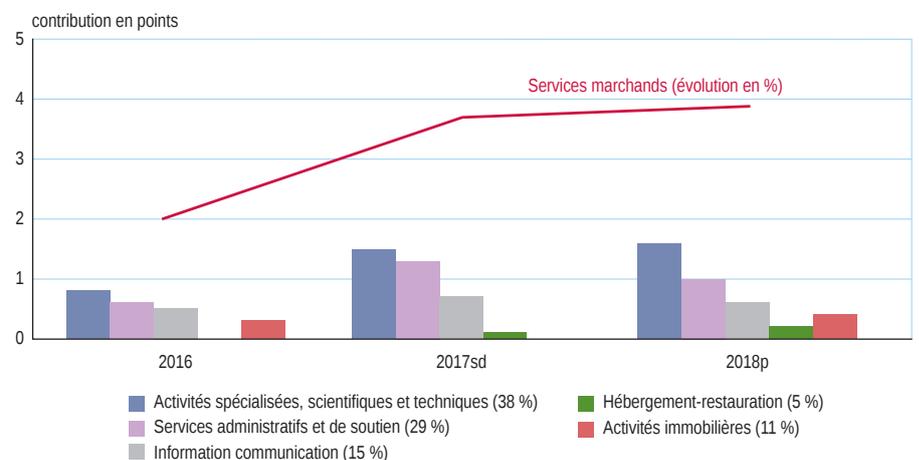
	Montant en 2018 (en milliards d'euros)	Évolution (en %)					
		2016		2017sd		2018p	
		Volume	Prix	Volume	Prix	Volume	Prix
Production	1 275,3	2,3	0,7	3,4	0,3	4,0	0,8
Importations	95,7	2,6	1,0	0,2	-0,4	-4,0	0,6
Demande intérieure, dont :	1 291,4	2,1	0,7	3,6	0,3	3,4	0,8
consommation intermédiaire	679,8	2,1	0,7	3,7	0,2	3,9	0,9
consommation finale	439,9	1,3	0,6	2,2	0,5	1,9	0,7
dont dépenses de consommation des ménages	419,5	1,3	0,6	2,2	0,5	2,3	0,7
formation brute de capital fixe	171,7	4,3	1,3	7,4	0,1	5,3	0,8
Exportations	105,2	5,3	0,7	-1,4	-0,4	3,0	0,3

sd : semi-définitif ; p : provisoire.

Lecture : en 2018, la production des services marchands s'élève à 1 275,3 milliards d'euros hors taxes, elle progresse de 4,0 % en volume et de 0,8 % en prix.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

4 Consommation intermédiaire en services marchands (évolution en volume et contributions)



sd : semi-définitif ; p : provisoire.

Lecture : en 2018, les consommations intermédiaires en services marchands s'accroissent de 3,9 % en volume ; les activités spécialisées, scientifiques et techniques, qui représentent 38 % des consommations intermédiaires, contribuent pour 1,6 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

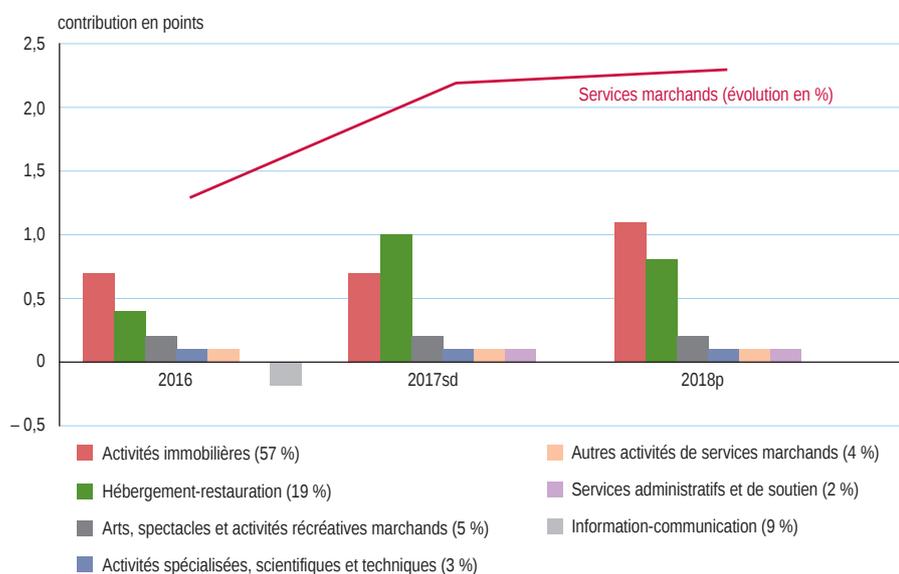
en 2018, après + 7,4 %). L'accélération des dépenses de recherche et développement entamée en 2017 se poursuit. À l'inverse, les investissements en logiciels et bases de données sont un peu moins allants qu'en 2017 (+ 8,3 % après + 10,7 %). Ils avaient en effet augmenté en 2017 à un rythme inédit depuis une dizaine d'années. Ils continuent néanmoins de croître nettement plus vite que les investissements en biens manufacturés et en construction. Les investissements en activités des marchands de biens et agences immobilières et en services des notaires, frais liés à l'investissement dans les bâtiments, marquent nettement le pas : ils augmentent de 2,8 % en 2018, après + 12,0 % en 2017. Les transactions immobilières restent à un niveau très élevé, après une progression record en 2017.

La consommation des ménages en services est solide

En 2018, la consommation des ménages en services marchands est dynamique, contrairement à la consommation en biens, en transports ou en services financiers. Elle augmente de 2,3 % en volume, après + 2,2 % en 2017 (figure 5). La croissance est portée par les activités immobilières, et en particulier par la location de logements (56 % de la consommation des ménages en services marchands). Les loyers réels à la charge des ménages augmentent fortement (+ 4,0 % en volume), à la suite de la forte baisse des allocations logement (- 7,3 % en volume pour les dépenses des administrations publiques). Les loyers (y compris aides) progressent tendanciellement en

volume sous l'effet de l'accroissement et de l'amélioration du parc de logements. En revanche, les dépenses des ménages décélèrent dans l'hébergement-restauration, principal contributeur à la croissance de la consommation en services en 2017. La consommation en hébergement continue de profiter de la bonne tenue du tourisme international, mais pâtit du ralentissement des nuitées de la clientèle résidente. Tirée comme les années précédentes par la restauration rapide, la consommation en restauration reste vigoureuse. Celle en arts, activités culturelles, sportives et récréatives demeure bien orientée ; elle est soutenue par la vigueur des activités sportives et récréatives. Enfin, l'attrait des ménages pour la location (y compris la location-bail) d'automobiles et d'équipements personnels reste vif, comme les années précédentes.

5 Dépenses de consommation des ménages (évolution en volume et contributions)

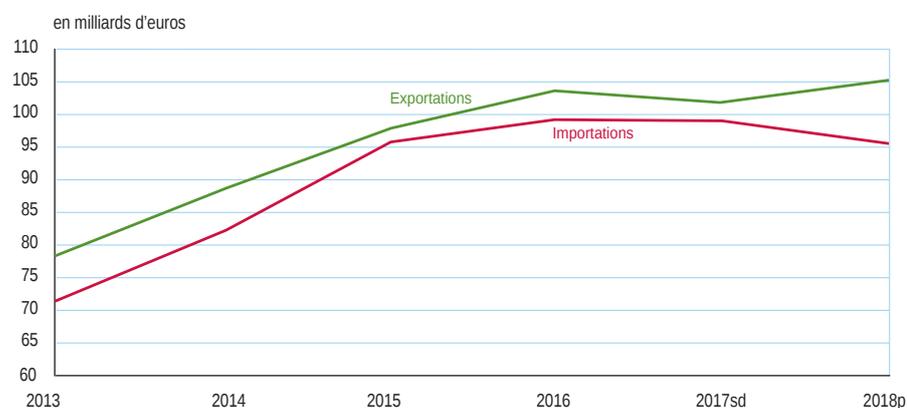


sd : semi-définitif ; p : provisoire.

Lecture : en 2018, la consommation des ménages en services marchands s'accroît de 2,3 % en volume ; les activités immobilières contribuent pour 1,1 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

6 Les échanges extérieurs de services



sd : semi-définitif ; p : provisoire.

Lecture : en 2018, les importations de services s'élèvent à 95,7 milliards d'euros. L'excédent commercial sur les services s'élève à 9,6 milliards d'euros.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

Le solde des échanges extérieurs de services augmente nettement

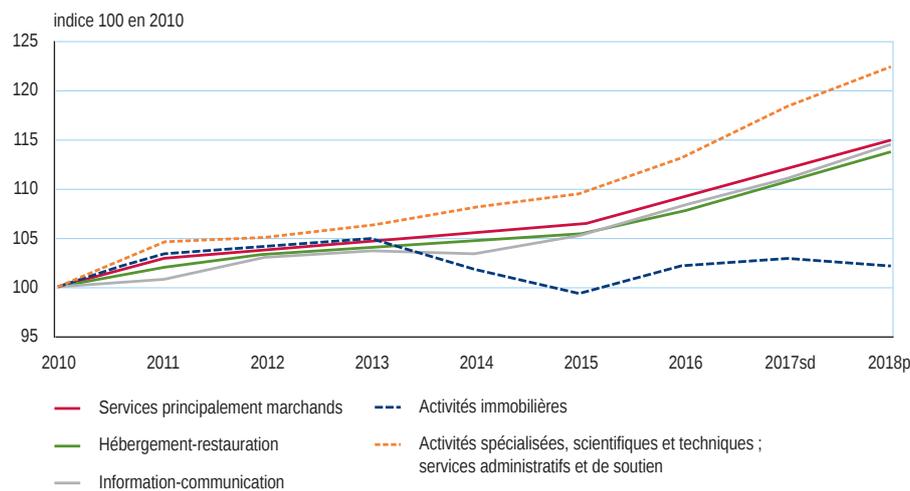
En 2018, les exportations de services rebondissent (+ 3,0 % en volume, après - 1,4 %), alors que les importations sont en net recul (- 4,0 % en volume). Le solde des échanges extérieurs progresse fortement pour atteindre 9,6 milliards d'euros (figure 6). La hausse de l'excédent de la balance commerciale est portée par les activités de recherche, qui contribuent à près de 8 % du solde et à 20 % de sa croissance. Les activités administratives et de soutien ainsi que les activités de conseil et d'ingénierie, dans une moindre mesure, contribuent aussi beaucoup à la croissance du solde.

Le dynamisme de l'emploi s'érode dans les services marchands

En 2018, l'emploi dans les **services principalement marchands** s'élève à 7,8 millions en équivalent temps plein (ETP), soit 29 % de l'emploi total. L'emploi non salarié représente 12 % de l'emploi des services. Avec 167 000 ETP créés dans le secteur sur les 251 000 créés dans l'ensemble de l'économie, les services principalement marchands continuent d'engranger la plus grosse partie des gains, mais ils contribuent moins à la hausse de l'emploi qu'en 2017. L'emploi dans les services principalement marchands progresse de 2,4 %, après + 3,0 % en 2017 (figure 7). Contrairement à l'emploi salarié, l'emploi non salarié augmente davantage en 2018 qu'en 2017.

Le ralentissement de l'emploi affecte toutes les branches des services, sauf l'information-communication. Les activités spécialisées scientifiques et techniques et les activités administratives et de soutien sont particulièrement concernées. L'emploi intérimaire, classé dans les activités de soutien

7 Emploi en équivalent temps plein



sd : semi-définitif ; p : provisoire.

Lecture : en 2018, l'emploi dans les services principalement marchands (emploi salarié et non salarié) en équivalent temps plein s'accroît de 2,4 % par rapport à 2017 ; il progresse de 15 % par rapport à 2010.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

indépendamment de l'activité des missions exercées, continue de progresser en moyenne annuelle, mais ralentit nettement. Le volume de travail temporaire mesuré en équivalent temps plein, qui avait fortement augmenté en 2017 (+ 14 %), croît moins rapidement en 2018 en raison du moindre essor des secteurs très intensifs en intérim (industrie et construction notamment).

La productivité apparente du travail (valeur ajoutée en volume rapportée au volume d'emploi) accélère dans les services principalement marchands. Pour la première fois depuis 2015, elle augmente dans les activités spécialisées scientifiques, techniques, administratives et de soutien. Elle ralentit, mais continue de progresser fortement dans les activités d'information-communication, et plus modérément dans l'hébergement-restauration. ■

Sources

Le compte de l'année 2017 est semi-définitif et celui de 2018 provisoire. Les résultats présentés ici sont calculés à partir des équilibres ressources-emplois hors TVA réalisés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux, puis agrégés. Les évolutions de la production, de la consommation, de l'investissement ainsi déterminées pour les produits peuvent être très légèrement différentes de celles retenues pour

la version provisoire des comptes nationaux 2018 : ces dernières sont calculées directement à un niveau agrégé selon des méthodes économétriques et sont en outre diffusées en intégrant la TVA. Les comptes de branches présentés ici intègrent en revanche la TVA.

Définitions

Dans cette publication, les **services marchands non financiers** correspondent au champ défini dans la nomenclature NAF rév. 2 par les sections hébergement et restauration (I), information et communication (J), activités immobilières (L), activités spécialisées, scientifiques et techniques (M), activités de services administratifs et de soutien (N), arts, spectacles et activités récréatives (R) et autres activités de services (S). Ils excluent les services non marchands de la recherche-développement, des arts, spectacles et des activités récréatives, sauf pour les statistiques d'emploi. Ce champ ne comprend donc pas le commerce (G), les transports (H) et les services financiers (K). L'arborescence de la nomenclature figure sur le site internet de l'Insee (www.insee.fr - Définitions et méthodes - Nomenclatures - Nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008).

Les données relatives à l'emploi se rapportent aux **services principalement**

marchands, qui incluent les activités des organisations associatives et la partie non marchande de la branche recherche-développement et de la branche arts, spectacles et activités récréatives.

La **production** dans les services marchands est un concept proche de celui de chiffre d'affaires : elle comprend les ventes de services et la production pour compte propre ainsi que les redevances, mais exclut les achats (par exemple pour les marchands de biens) éventuellement associés à l'activité de service. Les données sur la production, comme celles sur l'emploi, sont calculées ici en **branches**, correspondant au regroupement des entreprises et parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de prestations. La production du « produit » services marchands inclut la production des branches marchandes et la production marchande des branches non marchandes.

L'évolution de la production est estimée en **en volume**, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de l'évolution des prix.

La **valeur ajoutée** est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. Le **produit intérieur brut (PIB)** est égal à la somme des valeurs ajoutées des différentes branches d'activité, augmentée des impôts et diminuée des subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux branches d'activité).

Pour en savoir plus

- Les services marchands en 2018 - Rapport présenté à la Commission des comptes des services.
- Aeberhardt L., Laurent T., Montornes J., « Les comptes de la Nation en 2018 », *Insee Première* n° 1754, mai 2019.
- Bourgeois A., « La consommation des ménages en 2018 », *Insee Première* n° 1757, juin 2019.
- Gallot P., « Les entreprises du secteur des foires et salons : une vive croissance et des marges élevées », *Insee Première* n° 1742, mars 2019.
- « Commerce extérieur de la France - Résultats 2019 », DG Trésor, Douanes et Banque de France, février 2019.
- Heck S., « Les sociétés de service informatique sont toujours en vive expansion », *Insee Première* n° 1713, octobre 2018.

Direction Générale :
88 avenue Verdier
92541 Montrouge Cedex
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier
Rédacteur en chef :
A. Goin
Rédacteurs :
J.-B. Champion, C. Collin, P. Glénat
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu
Maquette : Jouve
Impression : Jouve
Code Sage : IP191762
ISSN 0997 - 3192 (papier)
ISSN 0997 - 6252 (web)
© Insee 2019

- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116>
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) : <https://www.insee.fr/fr/information/1405555>

